

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 17/02/2020

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Qui ont pris part au vote
27	21	24

Vote
A l'unanimité Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 0

L'an 2020, le 17 Février à 19 heures, le Conseil Municipal du Fenouiller s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur VIAUD René, Maire, en session ordinaire.

Présents : M. VIAUD René, Maire, Mme TESSIER Isabelle, M. MENUET André, M. MERIAU Jean-Pierre, Mme CERAN Maryse, Mme PERROCHEAU Danielle, M. BLAIS Michel, M. BILLET Guy, Mme VRIGNAUD Lydie, M. GUIBERT Stéphane, M. BARBOT Denis, Mme RENAUDIN Stéphanie, Mme DUGAST Caroline, M. PONTOIZEAU Laurent, M. DURANTEAU Michel, Mme GUYON Annick, M. PERROCHEAU Philippe, M. VIAUD Jean-François, M. LE MENER Patrick, Mme HABERT Muriel, Mme ELINEAU Jacinte

Date de la convocation le :

11/02/2020

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 18/02/2020

Et publication ou notification du : 18/02/2020

Excusés ayant donné procuration : Mme LECART Nadine à M. VIAUD René, Mme RIVALLIN Marinette à M. PERROCHEAU Philippe, M. DROUOT Bernard à Mme GUYON Annick

Excusés : Mme FOUCAUD Christiane, M. BARANGER Jean-Philippe, Mme THIBAUD Isabelle

A été nommée secrétaire : Mme GUYON Annick

2020_02b_03 – Institution du droit de préemption urbain (DPU)

Par délibération du 13 février 2008, le Conseil Municipal a institué le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

Pour rappel, cette faculté a pour but de permettre aux communes d'acquérir par priorité sur tout autre candidat, les biens immobiliers bâtis ou non, mis en vente par leurs propriétaires.

Vu les articles L.210-1, L.211-1 et suivants, R.211-1 et suivants du code de l'urbanisme

Vu la délibération n° 2020-02b-02 du 17 février 2020 par laquelle le conseil municipal a approuvé le PLU,

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le périmètre du Droit de Préemption Urbain (DPU) pour le mettre en cohérence avec la nouvelle délimitation des zones U et AU du PLU approuvé ce jour afin de permettre à la collectivité de mener à bien les actions ou opérations d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- Mettre en œuvre un projet urbain,
- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- Permettre le renouvellement urbain,
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti
- Sauvegarder ou mettre en valeur les espaces naturels

- Constituer les réserves foncières en vue de permettre la réalisation des actions ou opérations d'aménagement précitées,

Considérant que le DPU permettra à la commune d'être informée de toute transaction relative à la vente de terrains ou d'immeubles et par suite d'acquérir lesdits terrains ou immeubles s'ils présentent un intérêt pour la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- INSTITUTE le Droit de Prémption Urbain sur la totalité des zones U et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme et dont le périmètre est précisé au plan annexé à la présente délibération.
- PRECISE que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par l'article R.211-2 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le Département
- RAPPELLE que M. le Maire dispose de la délégation du conseil municipal, par délibération du 9 avril 2014 pour exercer au nom de la commune pour l'intérêt général, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du CGCT et précise que les articles 2122-17 et 2122-19 sont applicables,
- PRECISE qu'en application de l'article R.211-3 du code de l'urbanisme, copie de la présente délibération sera notifiée à :
 - M. le Préfet de la Vendée et au Sous-Préfet des Sables d'Olonne
 - M. le Directeur Départemental des Services Fiscaux
 - M. le Président du Conseil Supérieur du Notariat
 - A la Chambre Départementale des Notaires
 - Au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance
 - Au greffe du Tribunal de Grande Instance,
- INDIQUE que la présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au préfet et à l'accomplissement des mesures de publicité.

Le Fenouiller, le 18 février 2020
Le Maire,

René VIAUD